

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe  
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE \*\* PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

MERCREDI 29 OCTOBRE 1975

## EDITORIAL

### LIBAN

## LA GUERRE CIVILE

Après une certaine accalmie les combats font rage au Liban au centre même de la capitale Beyrouth.

Les deux parties, la gauche, et les Palestiniens et l'extrême-droite de Pierre Gemayel contrôlent chacune les quartiers musulmans et chrétiens. Mais il ne s'agit pas d'un affrontement religieux. Il s'agit d'une guerre entre pauvres et riches. Il se trouve que la bourgeoisie libanaise est en majorité chrétienne, mais c'est là un fait secondaire.

L'enjeu de la bataille en cours est tout autre.

Ce sont les commandos de Gemayel, véritable bras armé des classes possédantes qui ont ouvert le conflit en Avril et Mai derniers, en assassinant 23 Palestiniens. La réaction des Palestiniens fut immédiate. Cet attentat de l'extrême-droite de Gemayel était destiné à provoquer une intervention de l'armée et la formation d'un cabinet militaire qui en aurait fini avec les Palestiniens. Mais la gauche libanaise ne s'est pas trompé de camp et a énergiquement mobilisé les travailleurs. Des manifestations, une grève générale eurent lieu ; le pouvoir dut reculer.

Le massacre des Palestiniens, espéré par les classes possédantes, n'eut pas lieu parce que les travailleurs libanais ont fait cause commune avec leurs frères Palestiniens. Cela fut possible parce que la gauche libanaise est forte et bien organisée. Elle

comprend le Parti Communiste, le Parti socialiste et l'Organisation d'action communiste libanaise. Elle bénéficie d'une large confiance chez les travailleurs de Beyrouth et des autres centres industriels du pays.

Depuis ces incidents d'Avril, la situation n'a fait que se détériorer et la gauche comprenant que son sort était lié à celui des Palestiniens n'a pas hésité à s'armer et à se défendre dans la rue.

Aujourd'hui devant la gravité du conflit un certain nombre d'états arabes ont essayé d'offrir leur médiation. Mais ils sont incapables de proposer une solution, car en fait la politique de Gemayel et de l'extrême-droite servent trop bien leurs intérêts. Voilà donc ces états arabes dans le même camp qu'Israël contre des travailleurs libanais et Palestiniens. Les possédants qu'ils soient juifs ou musulmans se retrouvent tous bien contre les pauvres quand ceux-ci prennent les armes.

Les travailleurs libanais et les Palestiniens risquent fort d'avoir à s'opposer aux forces de tous les réactionnaires du Moyen-orient quelles que soient leur religion ou leur nationalité.

Mais dans ce combat, pour disproportionné qu'il apparaisse, les exploités ont des atouts importants. Ils peuvent bénéficier de la sympathie et même du soutien actif de tous les exploités de cette région. Mais encore faut-il que leurs organisations fassent appel à ceux là.

des dizaines d'années, c'est la bourgeoisie elle-même qui n'a voulu comme seule forme de gouvernement que cette dictature sanglante. C'est elle qui a voulu que pendant des années Franco soit celui qui arbitre entre les différents clans et soit le dispensateur de mannes pour des milliers de ses fidèles. Aujourd'hui plus que jamais cette bourgeoisie qui avait fait de Franco son rempart contre les couches populaires a besoin d'un autre protecteur. Mais cela ne peut ni se fabriquer sur commande ni être le résultat de mesures législatives.

Franco aura eu beau désigner le très pâle Juan Carlos pour lui succéder, celui-ci ne constituera pas non plus une solution durable, si même il accède au trône un jour. En tout cas il n'aura pas l'autorité de Franco, et ne pourra s'imposer à tous les clans qui rivalisent déjà autour de l'agonisant pour tenter d'imposer chacun sa solution.

La crise qu'aura donc à affronter la bourgeoisie est redoutable pour elle.

### MARTINIQUE:

## HALTE A L'INTIMIDATION POLICIERE!

Depuis la grève de février, le patronat du bâtiment, a décidé de jeter sa police et sa justice contre les travailleurs. C'est ainsi que bon nombre d'entre eux ont été convoqués devant les gendarmes, et là ils ont subi un très long interrogatoire sur leurs allées et venues durant la période de la grève. Ensuite empreintes digitales et photos ont été prises, ce qui leur a donné droit au fichier des hommes dangereux. Voici le vrai visage de la politique des patrons, Giscard, Chirac et Cie.

Pour autant qu'on soit un travailleur conscient de ses intérêts, qu'on manifeste dans les rues, qu'on fasse grève, on est tout de suite pourchassé par les patrons, leur justice ou leur police. Mais toutes ces manoeuvres d'intimidation sont destinées à échouer. Les travailleurs du bâtiment ne laisseront pas frapper leurs camarades.

### GUADELOUPE

LAURENTIN : RECONTRE PARENTS ENSEIGNANTS.

- HOPITAL GENERAL : ATTEINTES AUX LIBERTES SYNDICALES.

- TELEVISION-RADIO.

(En page 2.)

### ESPAGNE UNE SUCCESSION DIFFICILE

Franco se meurt et autour de son corps qui se décompose, se déroule un étrange ballet. Les coulisses du palais où il glisse vers la mort se remplissent d'allées et venues dont le principal objet est l'inquiétude des classes possédantes sur l'avenir du régime.

Franco fut jusqu'à ces derniers temps le maître seul et incontesté, de l'état espagnol. Sa disparition pose donc nécessairement un grave problème de succession aux classes dominantes.

Et c'est dès aujourd'hui que la crise au sommet du régime est ouverte. Car pendant

Car elle se développera dans un climat d'agitation sociale et de remous au sein de l'armée. Agitation et remous qui ne feront que grandir au fur et à mesure qu'à la tête de l'état cela ira plus mal.

Cette situation va donc offrir aux travailleurs, qui n'ont nullement été démoralisés par la dernière vague de terreur lancée par Franco, des perspectives et des possibilités d'intervention.

Le bénéfice qu'en retirera la classe ouvrière dépendra alors de la politique qui sera menée par les organisations qui se réclament d'elle.

ABONNEZ VOUS AU MENSUEL

COMBAT OUVRIER

\* \* \* \* \*

\* \* \*

\*

Au Lamentin (Guadeloupe)

RENCONTRE

PARENTS - ENSEIGNANTS

Répondant à l'invitation d'une vingtaine d'enseignants, plus de 300 parents d'élèves se sont pressés à la salle des Fêtes du Lamentin, ce dimanche 26 octobre.

Ces enseignants désiraient :

- 1) exposer clairement aux parents de leurs élèves les motifs des deux grèves successives qui ont perturbé la rentrée
- 2) expliquer les raisons qui font que la lutte doit continuer
- 3) demander aux parents leur soutien actif afin d'élargir l'action à venir.

C'est devant une assistance nombreuse, attentive et déterminée que fut broyée la situation de l'enseignement en Guadeloupe : classes surchargées mais chômage des enseignants, etc... Puis les conditions particulières du CES et du CET du Lamentin furent évoquées : suppression ou répartition au compte-gouttes des disciplines artistiques et d'E.P.S., classes généralement surchargées, manque de documentaliste, de conseiller d'éducation... et d'eau (avec tout ce que cela entraîne quant aux conditions d'hygiène, notamment pour les internes et les élèves des ateliers), etc...

Après ces informations, le dialogue s'engagea. Les nombreuses questions montrèrent l'inquiétude et le mécontentement des parents quant à l'avenir de leurs enfants.

Une motion, reflétant ce mécontentement fut votée et acceptée par l'assemblée. De nombreuses signatures furent recueillies. Cette motion est la preuve du soutien effectif que les parents d'élèves sont prêts à porter à toute forme d'action que les enseignants déclencheront dans le but d'obliger l'administration à satisfaire leurs revendications.

La participation de nombreux parents d'élèves à une telle assemblée montre bien que parents et enseignants peuvent ensemble se mobiliser et lutter contre la dégradation de l'enseignement en Guadeloupe. C'est même là un des moyens les plus sûrs et les plus efficaces pour faire céder l'administration.

\* \* \* \*

Hôpital général

ATTEINTE AUX  
LIBERTÉS SYNDICALES

Enfin, notre section syndicale s'est décidée à nous réunir. Lundi dernier, elle a tenu une réunion d'information en plein air. Oui, en plein air, car la salle que l'administration avait promise aux dirigeants syndicaux était fermée à l'heure prévue.

Une fois de plus, la direction de l'Hôpital Général a tenu à montrer son hostilité à l'égard de la moindre possibilité d'organisation des employés.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR  
Commission paritaire : n°51728  
Rédaction du journal : Pointe-à-Pitre  
Correspondance : G.Beaujour  
B.P. 214 P.A.P.  
B.P. 386 F.D.F.  
1er supplément au mensuel n° 54

GUADELOUPE

LES BOURSES  
FANTÔMES

Des parents d'élèves des classes de CPPR attendent encore de percevoir les bourses de l'année scolaire... 73-74. Les directeurs les envoient au vice-rectorat, qui les renvoie aux directeurs.

Une question se pose : ces bourses ont été accordées, des crédits ont donc été votés pour les payer. Que sont-ils devenus ? Qui doit répondre de l'utilisation qui en a été faite ? Le vice-rectorat ou les directeurs ?

Chez "Formes"  
DES LICENCIEMENTS

"Formes" est une petite entreprise qui se trouve à Jarry et emploie environ 70 travailleurs. L'activité principale est la fabrication de bois d'ameublement et de meubles. Les travailleurs qui y sont ne gagnent pas gros en général : le plus souvent moins que le S.M.I.C. et le S.M.I.C. lui-même rarement. Depuis quelque temps le patron a décidé de licencier certains travailleurs. Une vingtaine environ a déjà été débauchée. D'autres licenciements vont peut-être suivre. Le prétexte invoqué bien sûr, c'est le ralentissement des commandes. Seulement quand il y en avait beaucoup, les travailleurs n'en ont pas bénéficié. Alors ils ne peuvent pas non plus maintenant être les seules victimes du ralentissement des affaires.

C'est à eux de refuser le licenciement, et d'exiger la diminution des heures de travail sans diminution de salaire.

Ce n'est vraiment pas trop demander au patron.

GUADELOUPE

TELEVISION -  
RADIO

A LA RADIO : Chemins de la connaissance, jeudi 30 octobre à 21h25 : Masques et tambours africains.

A LA TELEVISION :

Ce soir, LE GRAND ECHIQUIER, à 20 h 30, avec le MIME MARCEAU, Harry BELAFONTE, Lionel HAMPTON vibraphoniste et chef d'orchestre de jazz, les Frères Jacques, etc. Jeudi, 18 h 12 : une émission sur Haïti : Les naïfs haïtiens (?)

Vendredi 31 à 17 h 51 : XIIIe et XIVe siècles en Europe - Naissance de l'art romanesque, peinture...

Le même jour à 20 h 30, un feuilleton d'après le beau roman de l'auteur anglais Thomas Hardy, (c'est aussi un livre à lire), il s'agit de JUDE L'OBSCUR. Enfin ceux qui aiment ou veulent faire connaissance avec la musique classique européenne, présentation du célèbre pianiste polonais Arthur Rubinstein. Il interprétera le concerto n°1 pour piano de Johannes Brahms - cela à 21h58 le vendredi 31 octobre.

Martinique :

LES TRAVAILLEURS DE  
LA SOMET REFUSENT  
LES LICENCIEMENTS

La SOMET ( Jean-Joseph ) s'appête à licencier 25 travailleurs, mais ceux-ci refusent les licenciements. C'est pourquoi la section syndicale a demandé une entrevue au patron. Sous de faux prétextes, celui-ci a renvoyé la réunion qui devait normalement avoir lieu jeudi dernier. C'est ainsi que lors de l'assemblée générale du samedi 25 octobre, les travailleurs ont décidé de faire une nouvelle tentative auprès du patron, et de se mettre en grève dès mardi s'ils n'obtiennent pas satisfaction dans leurs revendications. Ils demandent que les licenciements soient annulés.

Il dépend de la mobilisation des travailleurs qu'ils obligent Jean-Joseph à ravalier ses menaces de licenciements, car ils se rendent bien compte que ce n'est que par la lutte qu'ils pourront résoudre leurs problèmes.

\* \* \* \*

MARTINIQUE  
DES ECOLIERS  
VICTIMES DE L'INCURIE  
COLONIALISTE

En une semaine, 6 écoliers ont été victimes d'accidents, heurtés par des voitures, alors qu'ils allaient à l'école ou en revenaient, et deux en sont morts.

Les bien-pensants du genre France-Antilles ne tarissent pas de conseils et de mises en garde en direction des parents, leur enjoignant d'apprendre à leurs enfants à marcher prudemment sur les bas-côtés de la route.

Mais de bons conseils ne suffisent pas. Encore faudrait-il qu'il y ait véritablement de la place sur les bas-côtés des routes : des trottoirs ou des allées pour piétons, et que les routes soient elles-mêmes suffisamment larges. Encore faudrait-il qu'il y ait suffisamment de passages pour piétons devant les écoles, avec un agent pour arrêter la circulation et assurer la traversée des enfants, à l'entrée et à la sortie des classes. Encore faudrait-il qu'il y ait un véritable service de ramassage scolaire par bus, et que les enfants ne soient pas livrés à eux-mêmes sitôt hors de chez eux ou hors de l'école. Mais il coûte moins cher aux colonialistes de donner des conseils aux parents et aux automobilistes que d'assurer de véritables conditions de sécurité aux écoliers.

FILM A VOIR

La femme de  
Jean

FORT-DE-FRANCE :  
PERMANENCE : 40 rue Jules Monnerot  
TERRES-SAINVILLE : lundi, mardi, jeudi,  
vendredi de 17 h à 18 h.